

Budget 2016 du gouvernement du Québec

L'investissement en éducation au-delà des bancs d'école

Montréal, le 18 mars 2016 — La Coalition québécoise sur la problématique du poids (Coalition Poids), la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC, Les Diététistes du Canada – division Québec, le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) et ENvironnement JEUnesse saluent l'augmentation du budget en éducation, mais déplorent les maigres investissements en matière de prévention en santé, d'environnement et de citoyenneté. Pourtant, des investissements massifs sont essentiels pour outiller les groupes et les citoyens afin de permettre les changements de comportements vers des choix de vie et de consommation éclairés, sains et durables. Les activités d'éducation dans ces domaines permettent des réductions de dépenses importantes pour les finances publiques, et surtout, pour la société.

Saines habitudes de vie et prévention des maladies chroniques

« La consommation excessive de sucre est associée à divers problèmes de santé, y compris les maladies du cœur, l'AVC, l'obésité, le diabète, le cancer et les caries dentaires. La prévention est essentielle pour diminuer le nombre de victimes de maladies évitables », indique Francine Forget Marin, directrice Affaires santé et recherche de la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC.

« Le gouvernement a prévu 2 millions de dollars pour la prochaine Politique gouvernementale de prévention en santé. Sachant que l'obésité coûte 3 milliards de dollars annuellement au Québec, cet investissement est loin de répondre aux besoins », renchérit Corinne Voyer, la directrice de la Coalition Poids.

« La prévention passe également par l'éducation. La population doit connaître les risques pour la santé associée à la consommation régulière de boissons sucrées », insiste Caroline Dubeau, directrice régionale pour Les diététistes du Canada – division Québec. Pour la Fondation des maladies du cœur et de l'AVC, la Coalition Poids et Les diététistes du Canada, il est important d'instaurer une taxe sur les boissons sucrées afin d'en réduire la consommation. Cette semaine, le ministre britannique des Finances a annoncé qu'une telle taxe sera introduite en 2018. « Le gouvernement du Québec a raté une occasion de miser sur la santé des Québécois, ajoute Corinne Voyer. Une taxe de 10 sous le litre aurait permis de recueillir 80 millions de dollars de fonds supplémentaires pour financer des actions concrètes de prévention. »

Environnement et citoyenneté

L'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté est une composante essentielle de l'éducation qui ne reçoit pas la reconnaissance dont elle aurait droit au Québec. Pourtant, toutes les grandes conférences internationales traitant des enjeux planétaires depuis la publication en 1987 du rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement ont reconnu et réaffirmé l'importance d'éduquer et d'agir pour un avenir viable. La déclaration d'Aichi-Nagoya, issue de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable (Japon, novembre 2014) appelle toutes les nations à mettre en œuvre un plan d'action global pour l'éducation en matière d'environnement et de développement durable.

L'école a un rôle important à jouer dans le domaine. Les membres du personnel de l'éducation qui ont pris à charge d'intégrer les enjeux environnementaux et sociaux à leur enseignement et à leurs activités éducatives travaillent étroitement avec les organismes de la société civile qui œuvrent dans ces domaines.

.../...

« Or, constate Jérôme Normand, directeur général d'ENvironnement JEUnesse, ces organismes souffrent d'un manque de financement important qui ne leur permet pas de jouer pleinement leur rôle et d'appuyer suffisamment le milieu scolaire. »

Le Plan d'action québécois sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) mentionne que « plusieurs organismes disposent d'une expertise approfondie en matière de changements climatiques et sont en mesure d'améliorer la compréhension du phénomène, de proposer des voies d'intervention et d'agir comme catalyseur pour la mise en œuvre d'actions concrètes ». Pour ce faire, il est nécessaire que ces organismes disposent d'une enveloppe budgétaire.

« Des sommes sont prévues dans le Fonds vert pour ces activités de sensibilisation. Un montant de 6 millions de dollars y a même été affecté lors de la mise à jour économique de 2014. Plus d'un an plus tard, les organisations qui travaillent dans ce domaine attendent toujours l'appui du gouvernement pour passer à l'action », observe Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ. Dans la foulée des engagements pris en vue de la conférence de Paris sur le climat (COP21), il devient urgent d'allouer les ressources dédiées à cette fin. Le RNCREQ demande au gouvernement du Québec de débloquer l'argent du Fonds vert pour permettre aux organisations environnementales et d'éducation relatives à l'environnement de déployer les outils qui permettront de sensibiliser et éduquer tous les québécois en faveur de la lutte contre les changements climatiques.

-30-

Pour toute demande médiatique, contactez :

Cédric Chaperon, responsable énergie et changement climatiques
Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec
514 861-7022 poste 27 / 514 237-5323
cedric.chaperon@rncreq.org

Geneviève Daoust, agente de communication
Coalition québécoise sur la problématique du poids
514 598-8058 poste 246 / 514 433-0663
gdaoust@cqpp.qc.ca

Jérôme Normand, directeur général
ENvironnement JEUnesse
514 252-3016 / 514 577-3016
jnormand@enjeu.qc.ca

Maryse Bégin, gestionnaire, communications, Québec
Fondation des maladies du cœur et de l'AVC
514.871.8038 poste 232
maryse.begin@fmcoeur.qc.ca

Caroline Dubeau, directrice régionale - Québec
Les diététistes du Canada
514 321-6520
Cellulaire: 514 775-6520
caroline.dubeau@dietitians.ca